L'enseignement supérieur au Mexique

Maria Luisa Chavoya et Sonia Reynaga Obregón

Traducteur : Philippe Rabaté

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ries/2452>

DOI : 10.4000/ries.2452

ISSN : 2261-4265

Éditeur

Centre international d'études pédagogiques

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2012

Pagination : 24-30

ISBN : 978-2-85420-595-4

ISSN : 1254-4590

Référence électronique

Maria Luisa Chavoya et Sonia Reynaga Obregón, « L'enseignement supérieur au Mexique », *Revue internationale d'éducation de Sèvres* [En ligne], 60 | septembre 2012, mis en ligne le 01 septembre 2012, consulté le 10 décembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/ries/2452> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ries.2452>

Ce document a été généré automatiquement le 10 décembre 2020.

© Tous droits réservés

L'enseignement supérieur au Mexique

Maria Luisa Chavoya et Sonia Reynaga Obregón

Traduction : Philippe Rabaté

Un système complexe et très diversifié

- 1 Au Mexique, quelque 2 995 institutions d'enseignement supérieur (IES) offrent des formations de technicien supérieur, des licences ainsi que des programmes de deuxième et troisième cycles à un peu plus de 3 100 000 étudiants (SEP, 2011). Alors que 77 % des inscrits font leur éducation fondamentale, qui est d'une durée moyenne de dix ans, seuls 10 % des inscrits suivent une formation supérieure. La scolarité moyenne au Mexique étant de neuf années, nous traitons ici d'un secteur réduit du système éducatif national, qui ne couvre que 31 % de chaque tranche d'âge.
- 2 Le système d'enseignement supérieur est formé de plusieurs sous-systèmes, notamment les institutions publiques et privées. Au sein des IES publiques, se côtoient différents types d'établissements : les universités publiques fédérales, les universités d'État, les universités de soutien solidaire, le système des instituts technologiques, les universités technologiques, les universités polytechniques, les écoles normales (professeurs de l'enseignement de base), les centres publics de recherche et les universités interculturelles. Il existe également des institutions d'enseignement supérieur sectorisées qui dépendent directement du secrétariat d'État, telle que l'Université autonome de Chapingo, pour les études agricoles et piscicoles.
- 3 Il existe sept universités publiques fédérales – les plus importantes du pays. L'Université nationale autonome de México (UNAM) est la première d'entre elles en nombre d'inscriptions et par l'aire de recherche scientifique couverte. L'Institut polytechnique national (IPN), autre institution fédérale, à l'orientation éminemment technologique, est composée de 81 entités académiques réparties dans 17 États de la fédération. L'IPN compte des écoles d'enseignement supérieur, des centres de recherche scientifique et technologique, des centres de formation continue et à distance, des unités d'appui à l'innovation éducative et au développement de l'activité entrepreneuriale. L'Université

autonome métropolitaine (UAM), créée en 1973, est également une IES fédérale et se compose actuellement de cinq centres universitaires (Azcapotzalco, Cuajimalpa, Iztapalapa, Lerma y Xochimilco), où l'on dispense des enseignements et mène des recherches. L'Université pédagogique nationale, qui est consacrée à la formation des maîtres, est constituée d'un réseau de 76 centres et 208 antennes académiques dans l'ensemble du pays. Cette institution développe également de la recherche éducative et propose des formations de deuxième et troisième cycles. Le *Colegio de México*, fondé en 1940, est un centre de formation de ressources de haut niveau qui offre, outre la réalisation de recherches spécialisées en sciences humaines et sociales, des programmes de licence ainsi que de deuxième et troisième cycles. Le Centre de recherches et d'études avancées de l'Institut polytechnique national (CINVESTAV) est un organisme public décentralisé consacré à la production scientifique et à la formation de professionnels de haut niveau. Créé en 1961, il compte 28 départements académiques organisés en neuf unités, deux à México et sept autres dans le pays.¹

- 4 L'Université autonome de Chapingo, université sectorisée qui date de 1923 forme des agronomes dans tout le pays et encadre des recherches. L'Université autonome agraire Antonio Narro, qui forme aussi des agronomes, fut inaugurée en 1975.
- 5 Les 34 universités publiques d'État se situent dans les différentes entités fédérales et sont de taille variable ; elles jouissent d'un statut autonome et leur caractéristique principale est qu'elles concentrent le plus grand nombre d'inscriptions au sein de chaque entité fédérale. S'y développent des domaines tournés vers la production de connaissances. La majeure partie des universités publiques d'État datent du XIX^e siècle, mais elles connaissent un processus de réouverture à partir du premier quart du XX^e siècle et, de manière encore plus soutenue, durant les années cinquante et soixante. La dernière université créée fut celle de Quintana Roo en 1991.
- 6 Les universités publiques fédérales et les universités d'État sont celles qui accueillent le plus grand nombre d'étudiants (40,17 % du total) et qui possèdent des groupes consacrés à la production de connaissances.
- 7 62 % des chercheurs enregistrés dans le Système national des chercheurs du CONACYT travaillent dans les institutions publiques fédérales et dans les universités d'État. L'UNAM est l'institution qui accueille le plus grand nombre de chercheurs. Il convient à cet égard de souligner la très faible participation du privé à la recherche mexicaine (qui ne rassemble que 0,3 % des 16 600 chercheurs de haut niveau que compte le pays). Il existe, conjointement avec les IES publiques, un ensemble de vingt-huit centres CONACYT qui se consacrent à la réalisation de recherches dans les principaux champs scientifiques et technologiques. Selon leurs objectifs et spécialités, ils sont regroupés en trois grandes aires : dix sont consacrés aux sciences exactes et naturelles, huit au développement et à l'innovation technologique et dix aux sciences humaines et sociales.

Tableau 1. Répartition des inscriptions en enseignement supérieur en 2010-2011

Institutions d'enseignement supérieur	Nombre	Inscriptions	Pourcentage
Institutions publiques fédérales	7	375,366	11.30
Universités publiques et d'appui solidaire	57	959,231	28.87
Instituts technologiques publics	252	414,473	12.47
Universités technologiques publiques	74	130,953	3.94
Universités polytechniques publiques	37	35,873	1.08
Universités interculturelles publiques	8	6,747	0.20
Institutions publiques pour la formation des professionnels de l'enseignement	232	98,663	2.97
Institutions privées pour la formation des professionnels de l'enseignement	196	34,880	1.05
Institutions particulières	1,898	1,064,582	32.04
Centres publics de recherche	28	3,323	0.10
Autres institutions publiques	235	198,555	5.98
Total	2,995	3,322,646	100

Source : SEP, 2011.

- 8 Un autre sous-système est celui des vingt-trois universités publiques d'État de soutien solidaire, pour la plupart de création récente, qui sont considérées comme des organismes publics décentralisés et, par conséquent, ne jouissent pas d'un statut autonome.
- 9 Le Système national des instituts technologiques (SNIT) accueille 12,47 % des inscriptions dans le système d'enseignement supérieur et concentre 2 % des chercheurs de haut niveau du pays. Sa mission principale est de former des professionnels compétents et de contribuer au développement national par le biais de programmes d'études adaptés aux réalités et aux besoins de chaque région. Le SNIT forme des ingénieurs et des professionnels de l'administration. Ce système jouit d'une couverture nationale.
- 10 Les écoles normales ont pris un chemin différent, puisqu'elles ont été créées pour former les professeurs de l'éducation fondamentale du pays. Elles dépendent des secrétariats publics d'éducation des entités fédérales, tandis que l'institution nationale relève du Secrétariat public à l'éducation de la fédération.
- 11 L'on dénombre 235 autres institutions publiques d'enseignement supérieur, dont le classement est particulièrement malaisé dans la mesure où s'y intègrent des universités virtuelles, des instituts des beaux-arts, etc.
- 12 Un secteur récent est celui des huit universités interculturelles, dont l'objectif est d'offrir des services d'enseignement supérieur aux communautés ethniques dans les États du Chiapas, de Guerrero, de Puebla, de Quintana Roo, de Tabasco, de México, de San Luis Potosí et de Nayarit.
- 13 Les institutions privées ne constituent pas un secteur homogène et présentent de nombreuses disparités, aussi bien en termes de taille que de niveau qualitatif des services offerts et de frais d'inscription. Certaines sont des universités de grand prestige accréditées par des organismes internationaux et qui participent au marché de l'enseignement supérieur transfrontalier, tandis que d'autres – en nombre important – souffrent de graves carences et sont d'une qualité défailante. Ces « IES d'absorption de la demande » accueillent un nombre important d'étudiants qui ne parviennent pas à intégrer les universités publiques. Dans la majeure partie de ces établissements, on ne

réalise pas de recherches, même s'il convient de noter que 3 % des chercheurs de haut niveau travaillent dans les institutions privées importantes et à la réputation établie.

- 14 Le secteur privé est formé de 1 878 institutions (63,37 % du total) et accueille 32,04 % des inscriptions nationales. C'est le secteur qui a connu la plus importante croissance au cours des dernières années, bien que son rythme d'expansion ait ralenti.
- 15 Pour rendre compte de la complexité du système d'enseignement supérieur mexicain, il convient d'ajouter que certaines universités dispensent des cours d'enseignement moyen supérieur, d'éducation technique et technologique et que certains instituts forment non seulement des techniciens mais également des licenciés en filières libérales. Enfin, certaines universités fonctionnent comme des instituts, tandis que certains instituts fonctionnent comme des universités. La diversité du système mexicain est également très grande car les programmes éducatifs des différents niveaux de l'enseignement supérieur sont très nombreux : technique supérieur universitaire (4 % des inscriptions), licence (85 % des inscriptions), deuxième et troisième cycles (avec leurs trois niveaux : spécialité, maîtrise et doctorat, qui rassemblent 7 % des inscrits).

Principaux problèmes

La coordination du système et la conception de politiques

- 16 Les IES mexicaines possèdent divers organes de coordination, dont les perspectives ne convergent pas toujours. Leur action peut être coordonnée par le Secrétariat à l'enseignement public, par l'intermédiaire du Sous-secrétariat à l'enseignement supérieur et de ses différentes directions générales. Les universités publiques sont gérées par une direction et l'enseignement technologique par une autre. Les écoles normales dépendent des Secrétariats à l'éducation des différentes entités de la fédération. Les gouvernements des États interviennent également dans la coordination des institutions, par le biais de comités comme les COAEPES (comités de coordination étatique pour la planification de l'enseignement supérieur). L'association des universités et institutions de l'enseignement supérieur (ANUIES), organisme regroupant les IES publiques et quelques IES privées, participe à la définition des politiques publiques. Le privé y prend également part.
- 17 Élaborer une politique éducative qui puisse répondre à des situations aussi diverses est une tâche difficile, dans un contexte politique en pleine mutation marqué, notamment, par l'affaiblissement de la figure présidentielle, la tentative du pouvoir législatif de se construire une identité, l'exigence de transparence et un pouvoir sans précédent des médias. Les organisations se modifient pour laisser place à de nouvelles structures, pas forcément plus adaptées, sans que cela donne lieu pour autant à une situation chaotique.
- 18 Il existe donc un problème de gouvernance. Il n'y a pas actuellement de lois ni de règlements précis susceptibles d'être appliqués à l'ensemble des sous-systèmes d'enseignement supérieur ; les institutions répondent à des logiques différentes et fonctionnent selon des modes opératoires distincts, raison pour laquelle le gouvernement a essayé de diriger le système, de manière indirecte, par l'intermédiaire des politiques que contiennent des documents officiels, tels que les plans et les programmes que chaque administration lance successivement.
- 19 Toutefois, les universités que la loi a déclarées autonomes « n'ont aucune obligation d'adopter les politiques formulées par le gouvernement fédéral ou les gouvernements

étatiques » (De Vries et Alvarez, 2005 : 99). Cette situation se modifie dans le cadre du nouveau plan de financement public, qui souffrait jusque là d'une répartition ordinaire à la fois inégalitaire et sur fonds bloqués (SEP, 2010). À présent, la sollicitation de ressources extraordinaires est soumise à des critères d'évaluation, d'accomplissement de buts et d'objectifs et à un examen public par le biais de l'obligation de rendre des comptes et d'orienter la gestion vers les utilisateurs.

- 20 Les politiques publiques ne sont pas applicables aux IES privées. Il va de soi que ce secteur observe toute une série de règles, mais il s'agit, pour la plupart d'entre elles, de formalités administratives.
- 21 Il convient de signaler également l'importance du processus de complexification et de diversification du système ; le problème « ne naît pas de la formulation et du contenu des politiques spécifiques ni du contexte politique, mais de la configuration singulière du système » (De Vries et Alvarez, 2005 : 100).
- 22 En ce qui concerne les programmes éducatifs, de nombreux problèmes ont subsisté et se sont, bien souvent, aggravés. Il s'agit d'un cas fort répandu où « de nouveaux problèmes apparaissent avant que les anciens aient pu être résolus, et [où] des défis émergents dépassent de manière permanente les politiques existantes » (De Vries et Álvarez, 2005 : 82).
- 23 Ces auteurs signalent que « le système mexicain semble être magnifiquement équilibré pour garantir que personne ne soit responsable de rien. Tandis que dans les manuels ou dans le plan national d'éducation apparaît une structure gouvernementale organisée, avec des politiques, buts et objectifs clairs, dans les faits, il existe une myriade de politiques mises en place par une multitude d'instances publiques qui interagissent avec un ensemble complexe d'institutions qui relèvent de différentes autorités administrative » (De Vries y Álvarez, 2005 : 98).

Le financement comme moyen de contrôle

- 24 Les politiques impliquent toutefois des actions qui produisent des effets et, paradoxalement, le gouvernement exerce des influences assez importantes, notamment au moyen du financement qu'il accorde principalement aux institutions publiques.
- 25 L'article 25 de la Loi générale d'éducation établit le caractère obligatoire de l'attribution de financements aux services éducatifs de la part de la fédération et de chaque entité qui la compose. Au Mexique, les crises budgétaires du milieu des années 1980 ont eu des conséquences sur l'enseignement supérieur. Même si une amélioration a eu lieu durant les années quatre-vingt-dix, les ressources allouées actuellement demeurent insuffisantes pour répondre à la demande, en dépit du développement d'une série d'actions afin d'attribuer des financements extraordinaires aux universités.
- 26 À partir du milieu des années 1980, le modèle d'assignation des financements ordinaires prend comme référence l'importance de l'équipe de travailleurs autorisée par le Secrétariat des finances et du crédit public (SHCP) et sa progression est bloquée. Ce n'est qu'à partir des années quatre-vingt-dix qu'apparaît le financement extraordinaire, au moment où le gouvernement fédéral intègre l'évaluation comme un outil pour attribuer des ressources aux institutions d'enseignement supérieur. Avec les fonds extraordinaires mis au concours, l'on tend à instaurer une politique de financement fondée sur un budget par action. Actuellement, une proportion importante des ressources publiques assignées

à l'enseignement supérieur est distribuée par le biais de ce type de fonds. Il s'agit de favoriser ainsi le développement institutionnel, de stimuler l'utilisation efficace des ressources disponibles, d'établir des priorités alignées sur les objectifs et buts du programme sectoriel et de renforcer la transparence et l'obligation de rendre compte de la répartition et de la dépense des financements alloués.

- 27 Pour l'attribution et la distribution de fonds extraordinaires, des règles claires et acceptées par toutes les institutions participantes ont été instituées. Des évaluateurs externes se chargent d'expertiser les projets présentés par les différentes institutions éducatives. Chaque année, *Transparencia Mexicana*² est conviée afin de jouer le rôle de témoin de la société civile dans ce processus d'attribution et de distribution de ressources. L'on cherche, avec ces fonds, à développer les inscriptions dans l'enseignement supérieur, à constituer davantage d'équipes ainsi qu'à mettre en place des installations mieux équipées, à améliorer la qualité des programmes d'enseignement supérieur, à augmenter et à diversifier l'offre éducative de manière équitable, à favoriser sa pertinence, à résoudre les problèmes structurels dont souffrent les institutions éducatives, à corriger graduellement le blocage budgétaire, à crédibiliser et à renforcer la viabilité financière des IES, à réduire les failles, diminuer les inégalités, vaincre les retards et à réduire les passifs conjoncturels. Les institutions sont donc obligées de rendre des comptes.
- 28 Il convient d'ajouter à cette situation la concurrence qui n'a pas manqué d'apparaître afin d'attirer les ressources publiques à partir de la création des nouvelles IES dans les années quatre-vingt-dix.

Le contrôle par l'évaluation

- 29 Suivant en cela une tendance internationale, le gouvernement mexicain a intégré l'évaluation dans les tâches courantes des IES. À l'heure actuelle, tant les professeurs que les étudiants, les programmes que les institutions sont soumis aux différentes évaluations sur un pied d'égalité. Les professeurs sont évalués par le biais de programmes comme le Système national des chercheurs ou le programme pour l'amélioration du professorat. Les institutions doivent constamment présenter leurs autoévaluations dans le cadre des programmes pour le renforcement institutionnel (PIFI), grâce auxquels elles obtiennent des financements extraordinaires. L'évaluation externe et l'accréditation de programmes éducatifs par des organismes nationaux et internationaux sont des pratiques qui se sont étendues, et les institutions s'y soumettent afin d'obtenir la reconnaissance de leurs programmes éducatifs et une meilleure position. La grande limite de ce processus est son caractère volontaire et non obligatoire pour les IES privées.

Le problème de la pertinence

- 30 L'on cherche à atteindre une plus grande pertinence de l'offre éducative par l'intermédiaire d'une diversification des programmes ; cette exigence apparaît en outre comme un objectif dans les différents plans et programmes éducatifs gouvernementaux. Au Mexique, l'essentiel des inscriptions se concentre toutefois dans les filières traditionnelles qui, selon l'Observatoire national du travail (2012), présentent le plus grand nombre de débouchés (sciences de l'administration, comptabilité et droit). Ceci explique la concentration des inscriptions dans l'aire des sciences sociales et

administratives. Les formations qui offrent le nombre le moins important de débouchés sont les humanités, les arts et les sciences physiques et mathématiques.

- 31 Selon les indications de l'Observatoire national du travail (2012), les personnes employées dans le pays sont en majorité salariées (en moyenne, huit sur dix dépendent d'un patron). Les domaines de l'éducation, des sciences sociales et des sciences naturelles se dégagent tout particulièrement. Il y a plus de professionnels indépendants dans les domaines de l'architecture, de l'urbanisme, du graphisme et de l'odontologie. Ceci conduit à supposer la présence de chômage et de sous-emploi professionnel dans ces domaines, car le marché du travail national est limité et ne crée pas autant d'emplois que de personnes formées par l'université. La CONACYT (2012a) indique qu'en 2008, 140 618 personnes au chômage étaient diplômées de l'enseignement supérieur.
- 32 Il convient de souligner également le caractère insuffisant de la formation de ressources humaines pour renforcer le système national défaillant en science et technologie. Le Mexique produit peu de docteurs dans ces disciplines chaque année. En 2010, 2 918 étudiants ont obtenu le titre de docteur (soit 11,2 docteurs par million d'habitants), ce qui est insuffisant pour répondre aux besoins du pays.
- 33 Il nous faut également souligner l'importance des inégalités régionales. Le sud de la Basse-Californie, le District fédéral de México, Colima, Jalisco et Sonora sont les entités fédérales qui connaissent non seulement la plus grande intégration de bacheliers dans l'enseignement supérieur mais également le plus grand développement économique. En revanche, dans des États comme le Chiapas et Oaxaca, qui souffrent d'un faible développement économique, l'entrée de bacheliers dans l'enseignement supérieur ne dépasse pas 40 % de chaque tranche d'âge.
- 34 Les efforts déployés par le pays afin de former des ressources humaines qualifiées demeure insuffisants. Grands sont les manques afin d'atteindre les niveaux de compétitivité exigés par le nouveau contexte mondial, où la connaissance est une ressource stratégique.

BIBLIOGRAPHIE

ANUIES (2009) : *Estadística de la educación superior en México*. http://www.anuies.mx/servicios/e_educacion/index2.php

CONACYT (2012a) : *Indicadores Científicos y Tecnológicos*. <http://www.siicyt.gob.mx/siicyt/cms/paginas/IndCientifTec.jsp>

DE VRIES, Wietse y Germán Álvarez Mendiola (2005) : « Acerca de las políticas, la política y otras complicaciones en la educación superior mexicana », *Revista de la educación superior* XXXIV, (2) N° 134, p. 81-105. México, ANUIES.

OBSERVATORIO LABORAL (2012) : <http://www.observatoriolaboral.gob.mx>

SEP (2010) : *Instituciones públicas de educación superior*. México, SEP.

SEP (2011) : *Sistema de Educación Superior. Estadísticas del ciclo escolar 2010-2011*. México.

NOTES

1. La ville de México est un district fédéral (DF) qui jouit d'un statut différent de celui des autres états du Mexique. (NdT).
 2. *Transparencia Mexicana* est une importante association citoyenne (NdT).
-

INDEX

Index géographique : Mexique

Mots-clés : enseignant chercheur, enseignement privé, enseignement public, enseignement supérieur, établissement d'enseignement, évaluation, qualité de l'éducation, université, financement de l'éducation

Palabras claves : profesor universitario, enseñanza privada, enseñanza pública, enseñanza superior, instituciones de enseñanza, evaluación, calidad de la educación, universidad, financiación de la educación

Keywords : teachers-researchers, private education, public education, higher education, educational institutions, educational quality, universities, educational finance

AUTEURS

MARIA LUISA CHAVOYA

Docteur en éducation de l'*Universidad Autónoma de Aguascalientes*, Mexique. Professeur-chercheur au Département d'études en éducation de l'Université de Guadalajara, elle mène actuellement des recherches sur la politique éducative, la sociologie des sciences, et dirige des études sur les universitaires et sur la production scientifique. Membre du Système national des chercheurs depuis 1996, elle coordonne actuellement le doctorat en éducation de l'Université de Guadalajara. Elle a publié de nombreux travaux et a participé à plusieurs manifestations scientifiques.

SONIA REYNAGA OBREGÓN

Docteur en Sciences sociales, professeure et chercheure à l'Université de Guadalajara, Mexique, et membre du Système national des chercheurs (CONACYT). Ses domaines de recherche sont l'évaluation des politiques publiques dans l'enseignement supérieur et l'emploi. Membre de plusieurs réseaux, conseils et associations nationales et internationales universitaires, elle a été chef de département (Département de sociologie), chef d'unité (personnel enseignant) et coordinateur de la recherche et des études postdoctorales. Elle dirige actuellement la Direction de l'enseignement universitaire du ministère fédéral de l'Éducation du Mexique.